

Le gouvernement a présenté le 15 novembre 2021 un plan interministériel de lutte contre la prostitution des mineurs. L'Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE) travaille aussi sur cette thématique et a publié, en avril 2021, le premier volet d'un dossier thématique intitulé *Protéger les enfants et les adolescents de la prostitution. Volet 1 : comprendre, voir, (se) mobiliser.*

Emilie Cole et Magali Fougère-Ricaud, qui coordonnent ce travail, répondent à trois questions

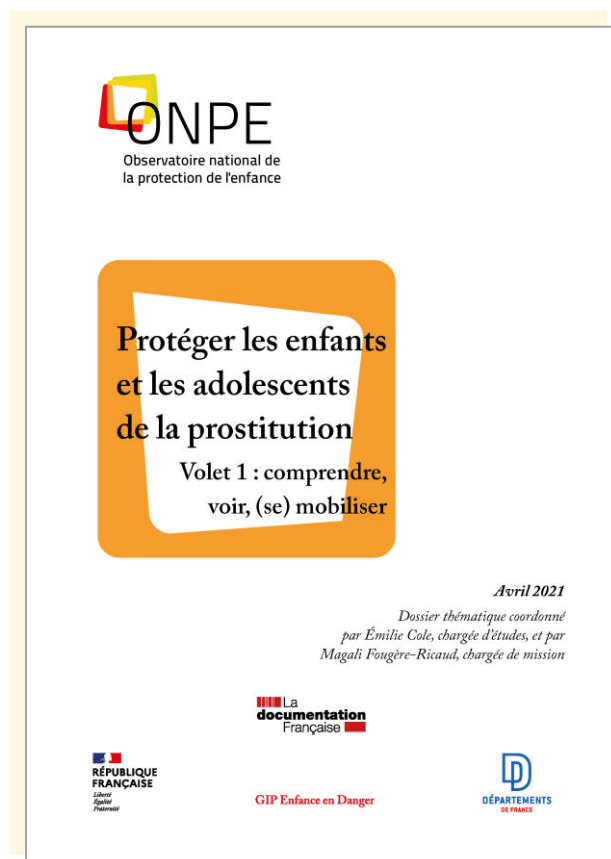
Comment et pourquoi l'ONPE travaille-t-il sur le sujet de la prostitution des mineurs ?

Depuis au moins une dizaine d'année le secteur associatif spécialisé nous décrivait la prostitution des adolescents comme étant en pleine expansion. Plus récemment celui de la protection de l'enfance nous a interpellé sur de nouvelles formes de mises en danger, facilitées par les usages du numérique. Nos interlocuteurs souhaitaient savoir si d'autres départements étaient concernés ainsi que, le cas échéant, le type de réponses apportées à ces situations très complexes. Ils exprimaient aussi un besoin de mieux comprendre pour mieux prendre en charge. Pour y répondre, nous nous sommes appuyés sur le réseau des Observatoire départementaux de la Protection de l'enfance (ODPE) et sur celui des associations, ainsi que sur nos liens privilégiés avec le monde de la recherche.

Nous avons rassemblé dans un ouvrage collectif des contributions d'acteurs de terrain et de chercheurs, sous forme d'entretiens ou d'articles, afin de mieux comprendre et mieux identifier ce phénomène. Nous montrons également dans ce dossier comment certains acteurs se sont déjà mobilisés.

Qui sont ces mineurs qui se prostituent ? Est-ce que cela peut concerner n'importe quel jeune ?

A côté de formes plus anciennes de prostitution des mineurs (réseaux de traite internationale ou prostitution de survie pour des mineurs en errance par exemple), s'est notamment développée une nouvelle forme de prostitution, dite 2.0, qui s'appuie beaucoup sur les outils numériques et qui concerne des jeunes sur tous les territoires et de tous milieux sociaux. On identifie, chez nombre de



ces jeunes, des traumatismes antérieurs et des ruptures de liens de confiance avec les adultes censés les protéger et les aider à construire leur avenir, ce qui les rend particulièrement vulnérables. Cela concerne surtout des jeunes-filles âgées de 14 à 17 ans, même si des situations impliquant des enfants de 12 ans ont été rapportées et si la minorité de garçons ne doit pas être oubliée. Ce qui est désarçonnant c'est que ces jeunes peuvent, au moins dans un premier temps, revendiquer un choix et refuser toute tentative d'aide parce qu'ils ne se reconnaissent pas comme victimes. Les adultes ne peuvent pas partager ce déni : tous les mineurs sont aux yeux de la loi des victimes qui relèvent de la protection du juge des enfants et d'une prise en charge éducative.

Qu'est ce qui peut faciliter le repérage et la prise en charge de ces jeunes ?

Il y a d'abord un enjeu de sensibilisation car, pour pouvoir reconnaître ces phénomènes et repérer des signaux d'alerte, il faut les connaître. Notre dossier thématique peut justement y contribuer, mais il y a un besoin de formation pour que les différentes institutions en mesure de repérer et d'intervenir s'appuient sur une culture commune favorisant à la fois la cohérence devant le jeune et la coordination des interventions. Il s'agit aussi d'avoir des objectifs partagés : aider ces adolescents implique de les amener progressivement à percevoir les aspects délétères et violents de la prostitution, de reconnaître leur statut de victime, mais aussi de leur offrir un accompagnement et des soins qui permettront de les restabiliser et de les remobiliser autour d'autres objectifs ou aspirations.

Concrètement, comment y parvenir ? Les institutions doivent adapter leurs réponses traditionnelles à des contraintes fortes, puisque ces adolescents sont extrêmement mobiles sur le territoire français voire en Europe tout en étant rarement en demande de protection. Ce qui rend également difficile le repérage, la rencontre et le suivi éducatif c'est que le parcours de ces jeunes peut les rendre méfiants ou défiants vis-à-vis des adultes pourtant susceptibles de les aider. Ce qui fonctionne, d'après les professionnels que nous avons rencontrés, c'est malgré tout de s'attacher à construire un lien, aussi ténu soit-il au départ, qui résiste à la distance, à la fugue et aux rechutes. Pour reprendre l'idée d'un de nos contributeurs, il s'agit d'être des guetteurs, d'être à l'affût du bon moment pour le jeune, pour en faire un véritable moment de bascule. Aux différentes étapes du travail est mobilisé un réseau de partenaires pouvant comprendre l'éducation nationale, les services de police, de Justice, les acteurs de santé, ainsi qu'un ensemble suffisamment large et diversifié de lieux de prise en charge pour mettre en place, dans l'urgence qui est celle de l'adolescent, le dispositif protecteur dont il a besoin. Pour « tenir bon » et garder ce rôle de fil-rouge, repérant pour le jeune, les professionnels ont besoin d'un soutien psychologique, logistique et institutionnel. Les acteurs associatifs spécialisés, qui apportent un appui et une expertise, jouent aussi un rôle en ce sens.

Pour continuer à soutenir les acteurs concourant à la protection de l'enfance face à ces défis, l'ONPE poursuit son travail avec un second tome à paraître au premier semestre 2022, qui présentera des dispositifs et pratiques de prévention et d'accompagnement.